

# Première contribution du Canada à la guerre économique

**"Notre contribution à la victoire finale sera surtout notre apport économique" — "En aidant le gouvernement à poursuivre la guerre, nous nous aidons nous-mêmes"**

Texte de M. Raoul Dandurand

Ottawa, 18 (D. N. C.). — Voici le texte d'une causerie donnée au poste CBF de Montréal par M. Raoul Dandurand, hier soir; M. Charles Dunning, ancien ministre des Finances, a prononcé une causerie radiophonique en anglais sur le même sujet:

Je vous parle ce soir avec un sentiment de juste fierté à la pensée que l'appel aux armes du Canada sur le front économique a, depuis trois jours, rallié tant de dévouements. De l'est à l'ouest du pays, dans un mouvement unanime, le peuple canadien a réalisé en moins de 48 heures la mobilisation économique la plus admirable de son histoire. Vous avez appris, à la lecture des journaux, que les souscriptions au Premier Emprunt de Guerre atteignaient hier soir \$248,804,550, c'est-à-dire environ 25% de plus que l'objectif de l'émission. Afin que le petit épargnant, tout particulièrement celui qui habite les régions reculées du pays où les communications sont naturellement plus lentes, ait lui aussi le privilège de souscrire à l'Emprunt, les registres resteront ouverts aussi longtemps que possible. J'invoite donc ceux de mes compatriotes qui n'ont pas encore acheté d'obligations du Premier Emprunt de Guerre à se rendre demain à la banque ou chez un courtier pour y déposer leurs souscriptions. Le gouvernement désire par-dessus tout la contribution individuelle, si modeste soit-elle, et bien que le montant de l'émission soit limité à \$200,000,000, les souscriptions les plus considérables seront réduites au bénéfice des souscriptions petites ou moyennes.

Toutes les classes de la société sont largement représentées dans la foule qui se presse depuis lundi aux guichets des banques et des maisons de courtage. Comme toujours dans le passé, la province de Québec n'a pas voulu être en reste avec les autres provinces de la Confédération. J'ai sous les yeux une liste impressionnante de souscriptions, les unes au nom de nos sociétés industrielles, commerciales ou financières, mais la plupart de caractère individuel, symbolisant l'effort de l'agriculteur, de l'ouvrier, de l'employé, qui ont engagé dans l'Emprunt de Guerre leurs économies de plusieurs années.

C'est un sujet de légitime orgueil pour les hommes publics qui vous représentent au Parlement d'Ottawa de constater avec quel empressement le Canada français fait honneur à son blason dans les circonstances exceptionnelles, avec quelle unanimité il épouse la cause de toute la nation. Les souscriptions de plusieurs entreprises canadiennes-françaises sont de celles que nous avons reçues avec le plus de joie dans la capitale du pays.

## Par l'impôt et l'emprunt

Le coût de la guerre sera financé au moyen de l'impôt et de l'emprunt. Des milliers de nos nationaux ne sont pas atteints par l'impôt sur le revenu ou ne versent au fisc qu'une somme des plus modestes. Ils ont toutefois quelques économies et ils ont voulu contribuer à l'œuvre patriotique dans laquelle le Canada est engagé. A ceux-là, le gouvernement n'a demandé aucun sacrifice. Il leur a proposé seulement de placer une partie de leurs économies dans les titres les plus solides et les plus sûrs qui soient, dans des obligations de l'Etat qui leur rapporteront un intérêt annuel de 3 1/4%. Si le besoin s'en fait sentir, ces titres seront facilement négociables. L'ouvrier qui engage ses économies dans les obligations de l'Emprunt de Guerre crée un lien nouveau entre l'Etat et lui-même, un lien qui le porte instinctivement à s'intéresser à la chose publique et qui, en définitive, fait de lui un citoyen plus utile à la société. Il contribue de plus à la victoire finale. Il assure à ses enfants la paix dont nous avons joui pleinement dans ce pays où nous a placés la Providence, loin de voisins belliqueux qui visent à dominer le monde par la force des ar-

mes et qui ne connaissent ni foi ni loi.

Je causais ces jours derniers avec un homme d'Etat qui a joué un rôle de premier plan dans ce noble petit pays, la Belgique. Il me disait (et je cite ses paroles):

"Le Canada est en guerre. La Belgique ne l'est pas; elle jouit apparemment de sa neutralité. J'échangerais cependant sans hésiter notre situation pour la vôtre, car nous avons 600,000 hommes à nos frontières pour prévenir l'invasion. Nous vivons dangereusement, constamment en alerte. Vous êtes en guerre, mais la situation géographique de votre pays fait de vous des privilégiés".

J'ai eu l'honneur de représenter le Canada à Genève au cours des années inquiètes où les nations du monde croyaient encore la paix possible dans une Europe constamment menacée par le réarmement de l'Allemagne hitlérienne. Je sais les efforts répétés des démocraties pour brider, sans risquer un conflit, les ambitions territoriales du Reich; leurs concessions à l'impérialisme militaire du chancelier; leurs offres renouvelées de confier à un tribunal supérieur des nations les revendications d'Adolf Hitler et ses griefs contre le traité de Versailles. Mais les démocraties ne pouvaient pas gagner cette partie inégale sur le front diplomatique, car elles luttaient avec des armes loyales contre des armes empoisonnées, et opposaient toujours leur esprit de justice à la mauvaise foi de l'Allemagne nazie.

Le 1er septembre 1939, Adolf Hitler a virtuellement déclaré la guerre à tous les pays du monde qui vivent encore selon les règles élémentaires de la morale, de la justice, de la liberté. Il a placé les démocraties dans l'alternative de subir le joug nazi ou de vaincre le nazisme. C'est pourquoi le Canada, librement, en nation autonome, est entré en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France.

J'ai connu en Europe des familles allemandes volontairement exilées du Reich pour échapper aux contraintes du régime, et j'ai appris d'elles comment l'hittérisme conçoit l'éducation, le rôle, la mission de la jeunesse. L'obéissance à l'Etat au-dessus de l'obéissance à Dieu; la loyauté envers le parti au-dessus de la piété filiale; les liens du nazisme plus forts que les liens du sang... Et cette règle de fer, cet odieux évangile de l'hittérisme, l'Allemagne l'impose aux peuples conquis.

## Différence avec 1914

Nous jouons dans la guerre actuelle un rôle différent de celui que les circonstances nous ont imposé en 1914. S'il est vrai que nous prêtions à nos Alliés l'appui direct de nos armes en leur envoyant des pilotes entraînés et des soldats, tous enrôlés volontairement, notre contribution à la victoire finale sera surtout notre apport économique. Une armée pacifique; dans la forêt, sur le sol, à l'usine, dans les bureaux, est donc appelée sous les armes pour construire l'outillage des Alliés dans le conflit le plus vital de l'histoire.

Les leçons de 1914 ne sont pas perdues. Nous savons aujourd'hui que l'arme économique est aussi redoutable que les engins de guerre les plus puissants, et que si les Alliés peuvent endurer l'attente, soutenir un long conflit, renouveler constamment leurs réserves, ils remporteront sur l'ennemi une victoire complète et durable.

L'Emprunt de guerre est la première contribution du Canada à la guerre économique. Mon collègue, le ministre de la Justice, M. Lapointe, a précisé dimanche à la radio que cette contribution serait entièrement libre, spontanée, volontaire. Trois jours après l'ouverture de la campagne, l'objectif est

dépassé. C'est un témoignage de confiance des Canadiens dans l'avenir de leur pays, mais c'est aussi un hommage à la qualité de leur patriotisme.

Le succès de l'Emprunt ne consiste pas seulement dans le volume des souscriptions, exprimé en dollars, mais dans le nombre et la diversité des souscriptions qui symbolisent l'effort de tous les Canadiens.

**"Votre argent revient entre vos mains"**

Le Gouvernement qui a fait appel à vos économies n'est pas une institution anonyme. Sous un gouvernement absolu, Louis XIV a pu dire: "L'Etat, c'est moi". En démocratie, l'Etat, c'est toute la nation. C'est le travailleur de la terre qui nourrit le travailleur de l'industrie; c'est le travailleur de l'industrie qui outille le travailleur de la terre; c'est le commis qui classe, étiquette, emballe, évalue les marchandises; c'est le mécanicien et le boulanger, le dentiste et l'avocat, le médecin et l'artiste; c'est le cèlibataire et le chef de famille; c'est la sténographe, la modiste, la marchande, la mère qui garde le foyer. Quand vous placez votre épargne dans les obligations du Gouvernement, vous ne la confiez pas à une institution impersonnelle, à une simple raison sociale; vous la prêtez à tous ceux qui avec vous constituent la nation, à tous ceux dont le travail vous est utile, car votre argent se répand dans les rouages de la machine économique, comme la sève monte jusqu'au bout des branches et leur communique une vie nouvelle. Votre argent placé dans les titres du Premier Emprunt de Guerre était peut-être jusque là immobilisé, inactif, sans emploi. Il prend vie et se met à circuler dans l'industrie du bâtiment, dans l'industrie des textiles, dans l'agriculture. Il se transforme en produits, en services, en salaires, en emplois nouveaux. Il revient entre vos mains, peut-être à votre insu, et poursuit ensuite par vos achats sa course fructueuse.

Je remercie le peuple canadien de son empressement unanime à épauler le premier effort de la nation sur le front économique. Que l'objectif soit dépassé en moins de deux jours, c'est pour nous un sujet de légitime orgueil et, pour l'étranger, une preuve nouvelle de la puissance économique du Canada. Je remercie l'agriculteur et l'ouvrier, l'employé et le patron de la province de Québec d'avoir, une fois encore, exprimé leur patriotisme d'une façon tangible, en mettant leur argent au service de la liberté et du droit. Ce premier triomphe du Canada dans l'ordre économique est, j'en ai la certitude, le prélude à la victoire future contre les forces de destruction qui menacent le bonheur du monde.